

L'Humanité

NEUVIÈME ANNÉE. — N° 3151.

JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN

LUNDI 2 DÉCEMBRE 1912.

5 C.

RÉDACTION & ADMINISTRATION

16, Rue du Croissant, Paris (2^e)
TÉLÉPHONE : 102-69

PUBLICITÉ : 140, Rue Réaumur — TÉLÉPHONE : 225-10

Directeur Politique :

JEAN JAURÈS

ABONNEMENTS

	Paris, Seine et Seine-et-Oise	Départ ^s	Etranger
Un An.....	18 fr.	21 fr.	31 fr.
Six Mois.....	9 fr. 50	10 fr. 50	16 fr. 50
Trois Mois.....	4 fr. 50	5 fr. 25	9 fr.
Un Mois.....	1 fr. 50	1 fr. 75	

Les Abonnements sont reçus SANS FRAIS dans tous les Bureaux de Poste.

5 C.

Le Numéro

NOTRE TÂCHE

Jaures, Compère-Morel, Sembat, Albert Thomas, Renaudel ont dit déjà dans ce journal la grandeur de la démonstration internationale de Bâle. Ils ont souligné le caractère de puissance et de vigueur de cette démonstration qui est venue affirmer à la face du monde que le Parti socialiste était bien, dans le désarroi universel et la pusillanimité générale, la seule force qui se dressait résolue et efficace contre la guerre.

Cette vérité, amis et ennemis l'ont également sentie et nous mettons bien au défi les plus osés de nos adversaires de contester la haute portée humaine du manifeste que notre Congrès extraordinaire a adopté à l'unanimité de ses 555 délégués, Allemands, Anglais, Autrichiens, Bulgares, Espagnols, Français, Italiens, Polonais, Russes, Scandinaves et Tchèques tous unis dans une pensée commune, tous animés d'une volonté identique.

Mais — et c'est pourquoi je reviens à mon tour sur ces choses — et le meeting de la cathédrale bâloise et le Congrès de la Burgvogelhalde demeurent pourtant des événements d'importance très secondaire s'ils ne devenaient le point de départ d'une action redoublée et intensifiée contre les périls de guerre qui n'ont pas cessé de menacer l'Europe. Non, certes, notre tâche n'est pas finie et nous serions de bien mauvais ouvriers si nous pensions qu'après les assises internationales de Bâle, nous n'avons plus qu'à nous reposer. Notre besogne, au contraire, commence. Elle commence pour nous entre les limites de notre territoire comme elle commence ailleurs pour nos camarades socialistes d'Angleterre ou d'Allemagne, d'Autriche ou de Russie.

Les uns et les autres nous avons à porter à la connaissance des masses ouvrières de nos pays respectifs les termes du contrat que nous avons passé entre nous, les clauses de l'engagement réciproque auquel nous avons souscrit. De plus et en particulier, nous avons chacun à souligner celles de ces clauses qui nous lient plus directement.

De ce point de vue en ce qui nous concerne, nous, socialistes de France, nous avons à dénoncer sans répit les intrigues du tsarisme russe qui est, ainsi que l'indique le Manifeste, l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi de la démocratie européenne, comme il est le plus terrible ennemi du peuple russe. A ce tsarisme, la France républicaine est en effet soudeuse par des traités qu'elle ne connaît même pas, au bas desquels ni elle ni ses représentants législatifs n'ont apposé leur signature, si bien que, du jour au lendemain, pour seconder cet allié dans ses louches et criminels desseins, elle peut se trouver précipitée dans la guerre la plus imbécile et la plus effroyable à la

fois. Il convient donc que, sans relâche, nous l'invitions à se dégarer et que, tout d'abord, nous amenions notre opinion publique à contraindre, par une pression irrésistible nos gouvernants à nous faire savoir la teneur d'engagements pris sans qu'on ait daigné même nous en référer pour la forme, après coup.

Nous avons aussi et non moins à dissiper les malentendus, à apaiser les antagonismes, s'il en existe encore entre les travailleurs de France et les travailleurs d'Allemagne, en montrant que c'est par la paix seule et dans la paix que peuvent être solutionnés les litiges empêchant un rapprochement intime et définitif qui serait si fécond pour une évolution harmonieuse de la civilisation générale.

C'est précisément en s'inspirant de ces considérations que l'organisation centrale du Parti a décidé de reprendre immédiatement en l'intensifiant sa campagne contre la guerre.

Elle va pour son compte répandre à profusion le texte du Manifeste voté à Bâle par l'unanimité de l'Internationale. Au Parlement, les élus vont porter à la tribune la question tout entière et demander à nos dirigeants de faire quelque peu de lumière sur les négociations auxquelles ils se trouvent mêlés et sur l'attitude qu'ils comptent adopter afin de traduire dans la réalité des choses les propos pacifiques qu'ils complaisamment se permettent de tenir.

Il faut que, de leur côté, toutes les Fédérations et sections du Parti entrent en mouvement, il faut qu'elles organisent, comme la Commission administrative leur a demandé, des comités rendus de mandat de leurs délégués au Congrès de Bâle ou soit lu, commenté et ratifié par un vote unanime des citoyens rassemblés, le message de paix qui a été adopté par l'Internationale.

Il faut, en un mot, que le Parti apparaisse aux yeux de tous les travailleurs, tant des villes que des champs, qui serviraient de chair à canon dans une conflagration européenne, comme le plus solide rempart qui puisse être dressé contre les périls de guerre qui les menacent. Il faut que ces travailleurs, eux-mêmes en action et se persuadant que si la guerre est le plus effroyable des fléaux qui puissent s'abattre sur eux, elle est un fléau évitable quand ils voudront et dès qu'ils voudront.

Cette tâche entreprise et menée à bien, alors seulement nous aurons fait notre devoir et prouvé au socialisme international que nous sommes de sa cause les bons et fermes champions.

LOUIS DUBREUILH.

LIRE A LA 2^e PAGE

Mont-Oriol

Par GUY DE MAUPASSANT

La Première Étape vers la Paix

L'ARMISTICE EST SIGNÉ

COMMENT ON ACCUEILLE EN EUROPE LE PROJET DE SIR EDWARD GREY

Voilà donc enfin les hostilités suspendues entre les Turcs et les alliés balkaniques. C'est pour ces pauvres peuples surmenés et ravagés par toutes les misères de la guerre et du typhus un répit d'une quinzaine de jours. Il est permis d'espérer que dans cet intervalle les négociations pour la paix aboutiront. Quelle joie si les combattants, pensant à l'avenir, concluaient un accord solide et durable ! Ils prévendraient par là toute intervention indiscrète et brutale des puissances européennes : car qui pourrait s'élever avec force contre un règlement auquel Turcs, Bulgares, Serbes et Grecs auraient donné leur sincère adhésion ?

Et s'il était vrai que la Turquie est prête à entrer dans une Confédération balkanique, si tous les Etats qu'un destin funeste a poussés les uns contre les autres s'entendaient pour une loyale coopération économique ; s'ils assuraient réciproquement les garanties nécessaires de liberté et de développement à tous les éléments ethniques et religieux de la Péninsule, et de l'Asie-Mineure, les chrétiens aux musulmans et les musulmans aux chrétiens, ce serait la solution la plus sage et la plus noble. La civilisation humaine, après une terrible épreuve, pourrait reprendre sa marche en Orient par des voies élargies. C'est ce que nous n'avons cessé d'espérer et de conseiller. C'est la formule proposée à l'effort de tous les prolétaires par le Congrès international de Bâle.

Mais nous vivons dans une période si triste de désordre, de violence et de déraison, qu'on ne peut se laisser aller à plein cœur à cette belle espérance. Il faut que les travailleurs se tiennent toujours en garde contre toutes les surprises. Nos camarades d'Autriche nous donnent à cette heure un admirable exemple de courage, de fermeté et de sagesse. Ils sont en butte aux calomnies les plus immondes, aux menaces les plus grossières, aux violences les plus arbitraires. Leur presse est confisquée. Le président du Reichsrath, se faisant l'agent de la réaction, essaie d'étouffer leur voix. Ils ne s'abattent pas. Ils ne s'énervent pas. Les discours tenus par Adler au Parlement et dans les réunions populaires sont vraiment incomparables de dignité, de force ardente et contenue, d'esprit incisif et vengeur, de sagesse et de vaillance. Il a été vraiment en ces jours douloureux et troubles le véritable homme d'Etat de l'Autriche. Ou plutôt c'est le Parti socialiste tout entier qui a été, là-bas, au premier poste de péril, le grand parti national et humain. Adler est si assuré d'avoir raison qu'il répond aux clameurs sauvages par une ironie calme et forte et par une magnifique espérance. Ah ! oui, il a bien raison de dire au peuple de Vienne que notre principal ennemi, partout, c'est l'ignorance des masses qui se laissent entraîner par les paroles de brutalité et d'orgueil et égarer par les mensonges. Il a raison de dire que le Parti ne se laissera pas intimider par « la canaille du hourrah ! », par la sauvagerie des chauvins brailleurs. Il a raison d'ajouter que malgré tout le socialisme commence à percer de quelques traits de lumière les ténèbres les plus épaisses.

Le même gouvernement autrichien qui supprime le Manifeste du Congrès de Bâle, lâche contre les socialistes, à propos de ce Congrès, sa presse de calomnie. Elle a été jusqu'à dire que les socialistes autrichiens avaient outragé à Bâle le vieux souverain François-Joseph, alors qu'ils n'ont cessé depuis des années, eux, les partisans de la démocratie complète, de parler avec respect du vieil Empereur qui a aidé le peuple à obtenir le suffrage universel et qui, aujourd'hui, tente de sauver la paix et de prévenir les imprudences de son entourage. Est-ce pour le dégoûter de cette politique de paix qu'on essaye, par la plus détestable manœuvre, de l'exciter contre les socialistes qui veulent la paix comme lui ?

Mais que pensent nos bons journaux du déchaînement d'injures et de grossièretés dont Adler et ses camarades sont assaillis ? Ils ont loué Adler contre nous. Ils l'ont proposé, contre nous, comme un modèle de sagesse, de sens politique, d'esprit national, de prévoyance patriotique. Avouent-ils, maintenant, que ces vertus n'ont pas suffi à le préserver des attaques les plus furieuses, des calomnies les plus basses, et éprouveront-ils quelque horreur à

contempler leur propre image dans le miroir des nationalistes de là-bas ?

Mais qu'importe, après tout ? D'un ton tranquille, Adler a dit aux sauvages de la réaction autrichienne : Nous n'avons pas peur. L'Internationale tout entière est prête à opposer à toutes les épreuves le sang-froid, la fermeté, l'union, l'esprit de sacrifice et elle sauvera la civilisation et la paix.

JEAN JAURÈS.

La nouvelle — la bonne nouvelle — est enfin confirmée. L'armistice a été signé hier, à deux heures. Il a été conclu pour quinze jours. On en verra plus loin les conditions.

Nous ne nous attarderons pas à établir la différence entre la « suspension d'armes » et l'« armistice ». Ce qui nous intéresse au plus haut degré, c'est que les hostilités sont suspendues et qu'elles ne reprendront pas, à moins que des difficultés nouvelles et invraisemblables ne viennent à se produire.

L'armistice, c'est le préliminaire obligé de la paix, et quoique les conditions de cette paix présentent certains inconvénients à être acceptées par les belligérants, tout porte à croire qu'on parviendra à s'entendre.

Un projet de conférence d'ambassadeurs, suggéré par sir Edward Grey, est maintenant en la possession des divers gouvernements.

Il paraît que cette conférence devrait discuter sur trois points : l'Albanie, les îles de la mer Egée et Constantinople.

L'Italie manifesterait une certaine réserve.

Les difficultés austro-serbes paraissent s'aplanir.

LA SIGNATURE DE L'ARMISTICE

Constantinople, 1^{er} décembre. — L'armistice sera signé par les Turcs, d'une part, et par les Bulgares, d'autre part, au nom des quatre alliés balkaniques, c'est-à-dire qu'il s'appliquera non seulement à Tchataldja et à Andrinople, mais à toute la Turquie d'Europe.

Il durera autant que les négociations préliminaires de paix.

L'armistice stipule que toutes choses devront rester dans l'état où elles se trouvent au moment de la signature du protocole.

On confirme qu'il n'y a eu jusqu'ici aucun pourparler au sujet des conditions de paix. Par conséquent, les informations publiées au sujet d'Andrinople et des nouvelles frontières sont sans aucun fondement. — (Havas.)

Le protocole de l'armistice

Constantinople, 1^{er} décembre. — Le protocole de l'armistice stipule :

1^o Que l'armistice est conclu pour quinze jours ;

2^o Que les armées turques et bulgares garderont leurs positions actuelles ;

3^o Qu'aucune des parties ne pourra élever des fortifications ou envoyer des troupes et des munitions ;

4^o Que les places assiégées d'Andrinople et de Scutari seront ravitaillées pendant les quinze jours en recevant chaque jour des vivres.

Les conditions de paix

La Liberté reçoit de son correspondant à Pera la dépêche suivante :

Pera, 1^{er} décembre. — Le ministre des Affaires étrangères, en nous confirmant la signature de l'armistice, affirme qu'Andrinople et Dedeagatch resteront à la Turquie.

La nouvelle frontière partira de Vassiliko sur la mer Noire — (à une trentaine de kilomètres de la frontière actuelle) — laisserait aux Bulgares Tirnovo et Kirk-Kilissé et irait rejoindre la mer Egée au sud de Canalla, qui deviendrait le port bulgare.

On garde une grande réserve sur le statut définitif de la Macédoine qui — d'après les impressions turques — ne serait pas annexée directement ni totalement par les alliés. — M.

D'autre part, le Temps reçoit de source turque les indications suivantes sur le futur statut macédonien :

La Macédoine recevrait son autonomie avec Salomonie comme capitale ; l'Albanie serait également autonome, moins la partie cédée au Monténégro. Les deux provinces autonomes seraient placées sous la souveraineté des Etats balkaniques.

La dernière condition serait l'entrée de la Turquie dans la Confédération balkanique.

L'initiative de Sir Edward Grey

Belgrade, 1^{er} décembre. — L'initiative prise par sir Edward Grey pour provoquer une réunion des ambassadeurs chargés d'étudier les problèmes principaux posés par la guerre turco-balkanique rencontre ici un accueil favorable.

On estime, en effet, que pour mettre fin à l'indécision générale, un échange de vues direct est préférable à des communications à distance, dont la lenteur favorise peu l'éclaircissement des doutes et le rétablissement de la tranquillité.

(Voir en Deuxième Page)

LIRE A LA 2^e PAGE

Mont-Oriol

Par GUY DE MAUPASSANT

L'Assemblée Générale DE « L'HUMANITÉ »

Ainsi que nous l'avions annoncé, l'Assemblée générale des actionnaires de l'Humanité s'est tenue samedi soir, dans les salons du Globe. Elle fut animée d'un chaud et agissant esprit de sympathie pour le journal et nous ne saurions trop dire ici que c'est là un précieux encouragement et même la garantie du succès pour la difficile entreprise dans laquelle nous allons nous engager en janvier prochain.

C'est notre administrateur-délégué qui, au nom du Conseil d'Administration, après avoir constaté le quorum légal atteint, donna à nos actionnaires les explications indispensables sur le nouvel emprunt de 300.000 francs que l'Assemblée allait être appelée à ratifier.

Il montra que c'est l'élan même de notre première souscription qui incita le Conseil à ouvrir la seconde. Qu'on veuille bien songer en effet que le chiffre de la souscription demandée pour le journal à 6 pages a été dépassé de cinquante mille francs. Fallait-il laisser tomber cet élan ? Le Conseil ne l'a pas cru. Mais il fallait donner un but nouveau à l'effort continu. Rien ne pouvait être plus « indiqué » que l'imprimerie du journal, source d'une économie annuelle considérable pour l'Humanité, premier jalon pour cette Maison du Peuple que réalisera dans un avenir certainement prochain la ténacité des socialistes parisiens.

Cet exposé fait, quelques questions de nos amis amenèrent Landrieu, Jaures et Renaudel à préciser certains points.

C'est ainsi qu'après avoir montré, en raison même des circonstances graves qui agitent le monde, de quelle importance il serait pour le journal d'être à l'abri de toutes surprises, de toute sujétion à des éléments extérieurs pour son impression, Jaures fut amené à rappeler que le journal à six pages paraîtrait en janvier prochain, grâce aux fonds de la première souscription, dont rien ne doit être employé que pour les besoins de la transformation prochaine.

C'est ainsi que Landrieu annonça l'organisation avec le concours des groupements de la Fédération de la Seine, de tout un système d'inspection, de propagande de vente pour lequel les dépouvements individuels devront être nombreux.

C'est ainsi enfin que Renaudel indiqua que même dans le nouveau journal, et malgré le désir qui paraissait manifesté par quelques camarades, le bulletin financier ne serait point rétabli. L'Humanité, journal d'un parti politique dont l'intervention au Parlement peut avoir à s'exercer sur les entreprises financières de tout ordre, doit au Parti et à elle-même d'écarter jusqu'à l'apparence du soupçon.

Mais l'Humanité ne fait pas de pharisaïsme. Le journal de la classe ouvrière revendique hautement son droit à faire de la publicité commerciale au grand jour du moment où il garde sa pleine liberté et qu'il la prouve par les faits. Nous l'avons déjà dit, il faut que l'œuvre vive de ses propres forces et non pas de sacrifices constamment renouvelés des organisations ou des militants. Il faut aussi que le journal du socialisme et de la classe ouvrière s'étende, qu'il ne reste pas l'organe d'un petit nombre, mais celui d'une masse considérable à laquelle il faut apporter le ferment de l'action, le levain d'éducation so-

ciale qui doivent la soulever jusqu'à son émancipation. Tout cela, il faut que les amis de l'Humanité le disent, le répètent aux indifférents, aux hésitants, qu'ils l'affirment fermement en face des adversaires. Ces explications diverses ont été vivement applaudies par notre Assemblée générale et ont eu pour conclusion l'adoption, à l'unanimité, de la résolution suivante :

RESOLUTION UNIQUE

L'Assemblée générale extraordinaire de la Société nouvelle du journal « L'Humanité », tenue par les actionnaires, le 30 novembre 1912, autorise le Conseil d'Administration à émettre 12.000 obligations au porteur de 25 francs, portant intérêt à 4 % et remboursables en quarante ans, à partir du 30 juin 1914, suivant le tableau d'amortissement établi par le Conseil.

Le remboursement et l'intérêt de ces obligations, qui viennent en plus des 6.000 obligations émises après décision de l'Assemblée générale du 23 juin, sont garantis par le Parti socialiste (Section Française de l'Internationale Ouvrière).

Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre ces obligations en plusieurs séries. Il décidera de la date à laquelle sera émise chaque série d'obligations, et du nombre d'obligations qu'il émettra chaque fois.

L'HUMANITÉ

LA PROTESTATION CONTRE LA GUERRE

Conformément à la décision prise à la réunion de la Commission administrative permanente et du Groupe socialiste au Parlement, l'Humanité publiera, à mesure qu'elle les recevra, les noms des Organisations qui, soit en séance privée, soit en réunion publique, auront décidé d'approuver le Manifeste voté à Bâle par l'Internationale, et de s'associer à l'action qu'il recommande.

ADHESIONS DÉJÀ REÇUES :

1. — 1^{re} Section de la Fédération de la Seine.
2. — 20^e section.

FÉDÉRATION DE LA SEINE

COMMISSION EXECUTIVE

La réunion du Conseil fédéral est reportée au lundi 9 décembre.

Aujourd'hui lundi, à 9 heures du soir, réunion de la Commission exécutive, au siège, 43, rue de Bretagne.

Ordre du jour :

1^o Compte rendu du Congrès de Bâle et application de ses décisions ;
2^o Le banquet Grossier.

Le Secrétaire.

POUR LES ENFANTS D'USINE

LA SERVITUDE DES VERRIERS

Comment l'Économat fonctionne à Laignelet. Les ouvriers mendiants. — Le pain sec. Les familles errantes.

L'honorable M. Le Bossé, ancien maire de Laignelet, nous déclare, chez lui :

— Durant les onze années que j'exerçai mes fonctions, il ne se passa pas de mois que je n'aie vu des enfants, qui fuyaient la verrerie et qui mouraient de faim, ne vinssent me supplier de leur donner du pain. Certains demandaient en pleurant qu'on les rendit à leur famille. Après les avoir restaurés, je les envoyais à M. le sous-préfet de Fougères qui les adressait au Parquet. Et le procureur les hébergeait chez une logeuse de la ville avant de les rapatrier.

Comment on s'endette au travail

Les enfants ne se trouvent pas seuls en cette situation douloureuse et paradoxale de travailleurs réduits à la mendicité. La plupart des adultes ne sont pas mieux traités.

Des ouvriers sont engagés au Laignelet sur de belles promesses. Les frais de voyage et d'installation absorbent leurs économies. Ils attendent la fin de la quinzaine avec impatience. Mais en dépit de la loi qui ordonne le paiement bi-mensuel des salaires, la paie n'a lieu que tous les mois à la verrerie. Que faire ?

— Servez-vous à la société coopérative qui a pris la place de l'économat, conseille-t-on à l'ouvrier. Vous y trouverez à crédit ce dont vous aurez besoin.

Le père de famille, privé d'argent, est bien obligé de suivre le conseil. Mais pour peu qu'il ait plusieurs enfants, il se trouve au jour de la paie, ne recevant aucun salaire. Bien heureux encore s'il n'est pas, lui qui a travaillé sans interruption du matin au soir, le débiteur de son patron !

Rares sont les ouvriers qui reçoivent, en cette usine, un paiement en argent. La société coopérative absorbe tout et le patron ne craint pas de retarder directement.

Voir l'Humanité des 22, 23, 24 et 30 novembre.

sur les salaires le montant total des dettes. Ah ! pauvres lois, quel cruel traitement elles subissent à Laignelet.

L'ouvrier Seigneur, qui travaille aujourd'hui dans une maison de chaussures de Fougères, resta deux ans à la verrerie et ne toucha jamais rien. Plus il travaillait et plus sa dette augmentait. Il finit pas s'enfuir.

Le chef de place Fauchey travailla avec sa femme à la verrerie. Jamais à la paie ils ne reçurent un centime. A force de supplications, ils obtinrent, en juillet, la somme de 6 francs. Mais quand ils quittèrent la verrerie, ils devaient 209 francs 75 !

Quand de pareils faits sont signalés au juge de paix, cet étrange magistrat déclare que le patron est « dans son droit » en retenant la totalité du salaire de ses ouvriers. Le rôle de ce juge de paix en plusieurs affaires apparaît singulier et ses « interprétations » des lois ouvrières sont troublantes.

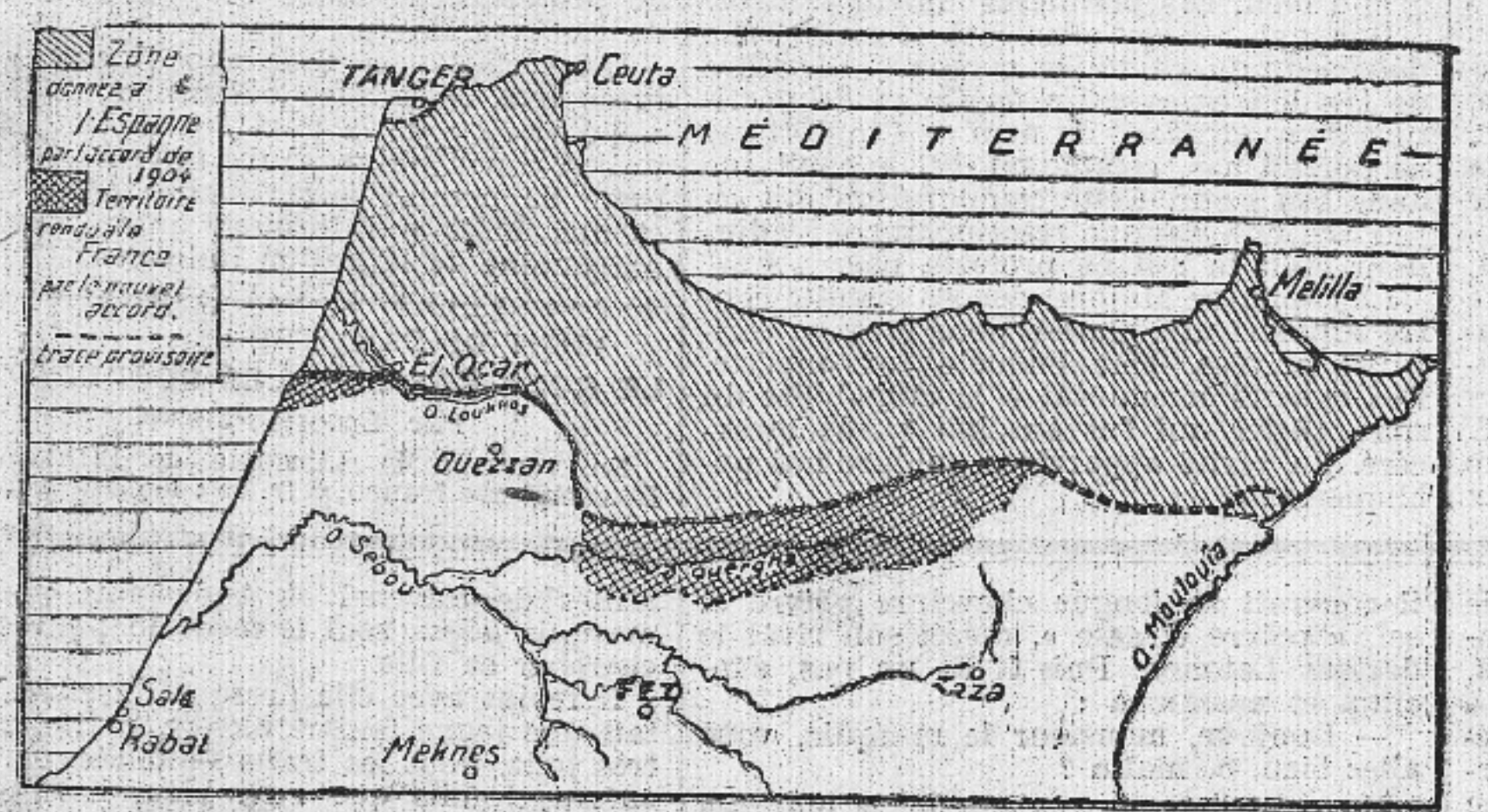
Quinze verriers, victimes du lock-out de Terrason, trouvent l'embauche à Laignelet. Le 31 mai 1911, l'inspecteur du travail avait dressé procès-verbal de l'emploi d'un enfant de neuf ans, le maître-verrier Thupin appelle les 15 lock-outés et les classe « pour l'exemple ».

— Allez demander du travail à l'inspecteur.

En faisant suivre les visites de l'inspecteur de renvois d'ouvriers et de différentes vexations, on attisait la haine contre le fonctionnaire zélé, habilement rendu responsable des maux dont souffrent les verriers. De telles manœuvres aident à comprendre les événements du 5 septembre.

Nos quinze lock-outés jetés sur le pavé, attaquant le patron en paiement de leurs salaires : ils croyaient que les économats étaient supprimés ; qu'une loi sur les saisies-arrests n'autorisait que les retenues d'un dixième, et après jugement. Mais le juge de paix leur déclare qu'ils

APRÈS L'ACCORD FRANCO-ESPAGNOL



LES TERRITOIRES VISES PAR LE TRAITE FRANCO-ESPAGNOL

Comme le montre la carte que nous publions ci-dessus, on voit que la partie octroyée à l'Espagne par le traité franco-espagnol est plus importante que ne paraissent le laisser prévoir les premiers pourparlers engagés entre les deux gouvernements.

Si la France a vraiment levé l'hypothèque allemande qui pesait sur le Maroc, elle ne l'a pas fait du moins au dépend de l'Espagne.

On voit donc à quoi ont abouti les tartarines de notre presse nationaliste et chauvine, qui, un certain moment en était

arrivée à proférer des menaces contre notre voisine.

La presse madrilène se montre très satisfait. L'A. B. C., organe du Palais Royal, écrit que « malgré un difficile débat, non seulement on a évité une rupture, mais surtout subsiste, ce qui importait davantage, l'entente anglo-hispano-française. »

El Libertad, républicain, exprime l'avis — d'après une dépêche de l'Information — que les petits différends franco-espagnols qui pourraient dorénavant surgir, seront facilement aplanis.

de Guy de Maupassant, la clarté du style, la vigueur et la précision dans la peinture des personnages, l'émotion, la passion.

Mont-Oriol aura pour notre public socialiste un intérêt spécial, c'est plus qu'un roman d'amour, c'est une satire mordante du monde des financiers, des bourgeois avides d'argent qui lancent les grandes affaires en trompant le public, en exploitant sa crédulité. C'est une belle œuvre, puissante, vraie, d'un intérêt toujours soutenu, que tous nos lecteurs auront à cœur de lire et de faire lire autour d'eux.

Mont-Oriol

Par GUY DE MAUPASSANT

Nous sommes persuadés que le grand romancier, l'immortel auteur de Pierre et Jean, de Une Vie, de Bel-Ami, aura auprès de nos amis le succès qui lui est dû.

Ils retrouveront là toutes les qualités

Un tort et que M. le maître verrier Thu-

Un vagabond
En septembre dernier, un homme aux pieds nus, aux vêtements déchirés, pareil à quelque fuyard traqué, est arrêté par les gendarmes, aux environs d'Argentan.

Le Tribunal Russe, qui vient de paraître, contient un article magistral de notre éminent ami Francis de Pressensé sur l'alliance franco-russe. Nous reproduisons ci-dessous le texte de cet article, en y ajoutant quelques extraits les plus importants.

Quand un verrier a mérité un châtiement aux yeux du Maître, on lui déclare que sa dette est trop élevée, qu'il est impossible de l'augmenter; on lui refuse les fournitures de la société coopérative, on ne lui accorde que le pain, on le met avec toute sa famille au pain sec!

Après le Congrès de Bale
Mesures réactionnaires du gouvernement hongrois

On mande de Vienne que le président du conseil, M. Lukacs, et le ministre des Honneurs, M. Hazai, ont déposé au Parlement hongrois des projets de lois militaires qui ont pour objet de réprimer l'initiative à la guerre par cinq années de réclusion et 4000 couronnes d'amende.

La Prusse et le Vatican
Selon la Gazette de Francfort, le chancelier aurait mandé mercredi auprès de lui un chef de la fraction du centre et lui aurait déclaré que la récente encyclique du pape sur les organisations ouvrières avait soulevé une grave question.

La catastrophe d'Alais
On a retrouvé les deux derniers cadavres d'Alais, 12 décembre. Les deux derniers victimes de la catastrophe de Saint-Martin-de-Vaugargues ont été retrouvées hier soir.

On avait encloué une partie du ravin, le long du ruisseau, pour constituer le parc indispensable à toute ville d'eau; on avait tracé trois allées, une presque droite et deux en festons; on avait fait jaillir au bout de la première une source artificielle détachée de la source principale et qui bouillonnait dans une grande cuvette de ciment, abritée par un toit de paille.

On avait encloué une partie du ravin, le long du ruisseau, pour constituer le parc indispensable à toute ville d'eau; on avait tracé trois allées, une presque droite et deux en festons; on avait fait jaillir au bout de la première une source artificielle détachée de la source principale et qui bouillonnait dans une grande cuvette de ciment, abritée par un toit de paille.

On avait encloué une partie du ravin, le long du ruisseau, pour constituer le parc indispensable à toute ville d'eau; on avait tracé trois allées, une presque droite et deux en festons; on avait fait jaillir au bout de la première une source artificielle détachée de la source principale et qui bouillonnait dans une grande cuvette de ciment, abritée par un toit de paille.

On avait encloué une partie du ravin, le long du ruisseau, pour constituer le parc indispensable à toute ville d'eau; on avait tracé trois allées, une presque droite et deux en festons; on avait fait jaillir au bout de la première une source artificielle détachée de la source principale et qui bouillonnait dans une grande cuvette de ciment, abritée par un toit de paille.

L'Alliance Franco-Russe

On avait pu espérer que M. Poincaré profiterait de son voyage à Pétersbourg pour poser quelques questions indirectes et pour s'efforcer de ramener l'alliance à une rigidité égale pour tous ou d'obtenir son assoupissement aussi bien pour la France que pour la Russie.

Après avoir magistralement développé le tableau de la crise orientale actuelle, Pressensé continue: Il importe que la France, le regard uniquement attaché à la préservation de la paix, se dégage des liens d'une subordination néfaste.

Francis de Pressensé
L'Etat prépare nos étrennes
Il nous offrira des Millions... en Nickel

LES FUTURES PIÈCES DE 10 ET DE 5 CENTIMES
Avec la très sage lenteur qui caractérise tous les actes de son administration, le ministre des finances a terminé les études relatives à l'émission de la monnaie de nickel.

On avait encloué une partie du ravin, le long du ruisseau, pour constituer le parc indispensable à toute ville d'eau; on avait tracé trois allées, une presque droite et deux en festons; on avait fait jaillir au bout de la première une source artificielle détachée de la source principale et qui bouillonnait dans une grande cuvette de ciment, abritée par un toit de paille.

Le Conflit Austro-Serbe

Vienne, 1er décembre. — On assure ici que le gouvernement de Belgrade aurait adressé aux cabinets de la Triple Entente une note appelant leur attention sur les rassemblements de troupes autrichiennes à la frontière serbe.

Vienne, 1er décembre. — Le Neues Wiener Tagblatt relève le revirement qui, dit-il, commence à se produire à Belgrade en ce qui concerne l'autonomie de l'Albanie.

Constantinople 1er décembre, 6 heures soir. — Rehid pacha, Damad et Ferid pacha, sont partis ce matin pour Tchataldja, porteurs du protocole d'armistice.

Sofia, 1er décembre. — Aujourd'hui comme hier, des bruits tour à tour pessimistes et optimistes ont couru au sujet des négociations de Tchataldja.

LES NEGOCIATIONS
L'opinion à Sofia
Sofia, 1er décembre. — Aujourd'hui comme hier, des bruits tour à tour pessimistes et optimistes ont couru au sujet des négociations de Tchataldja.

On avait encloué une partie du ravin, le long du ruisseau, pour constituer le parc indispensable à toute ville d'eau; on avait tracé trois allées, une presque droite et deux en festons; on avait fait jaillir au bout de la première une source artificielle détachée de la source principale et qui bouillonnait dans une grande cuvette de ciment, abritée par un toit de paille.

On avait encloué une partie du ravin, le long du ruisseau, pour constituer le parc indispensable à toute ville d'eau; on avait tracé trois allées, une presque droite et deux en festons; on avait fait jaillir au bout de la première une source artificielle détachée de la source principale et qui bouillonnait dans une grande cuvette de ciment, abritée par un toit de paille.

UNE TAPE A M. LÉPINE

LE CONSEIL D'ETAT
vient d'annuler un arrêté qu'il avait pris contre un agent.

On se souvient peut-être, car nous en avons parlé en son temps, que le gardien de la paix Bourbon, du 18e arrondissement, fut déferé, pour « fautes dans son service », au conseil de discipline, qui lui infligea huit jours de mise à pied.

LE CONSEIL D'ETAT
vient d'annuler un arrêté qu'il avait pris contre un agent.

LE CONSEIL D'ETAT
vient d'annuler un arrêté qu'il avait pris contre un agent.

LE CONSEIL D'ETAT
vient d'annuler un arrêté qu'il avait pris contre un agent.

LE CONSEIL D'ETAT
vient d'annuler un arrêté qu'il avait pris contre un agent.

LE CONSEIL D'ETAT
vient d'annuler un arrêté qu'il avait pris contre un agent.

LA SITUATION DE L'ARMÉNIE

Un appel de l'organisation révolutionnaire à l'internationale
Diverses dépêches annoncent la situation de plus en plus tragique de l'Arménie.

Un appel de l'organisation révolutionnaire à l'internationale
Diverses dépêches annoncent la situation de plus en plus tragique de l'Arménie.

Un appel de l'organisation révolutionnaire à l'internationale
Diverses dépêches annoncent la situation de plus en plus tragique de l'Arménie.

Un appel de l'organisation révolutionnaire à l'internationale
Diverses dépêches annoncent la situation de plus en plus tragique de l'Arménie.

Un appel de l'organisation révolutionnaire à l'internationale
Diverses dépêches annoncent la situation de plus en plus tragique de l'Arménie.

Un appel de l'organisation révolutionnaire à l'internationale
Diverses dépêches annoncent la situation de plus en plus tragique de l'Arménie.

Un appel de l'organisation révolutionnaire à l'internationale
Diverses dépêches annoncent la situation de plus en plus tragique de l'Arménie.

LES ÉCLABOUSSURES

Un cocher est fort en colère contre la circulaire de Lépine
On sait qu'à la suite d'un vote du Conseil municipal, M. Lépine a pris une circulaire destinée dans son esprit à remédier aux projections de boue provoquées par les taxis.

Un cocher est fort en colère contre la circulaire de Lépine
On sait qu'à la suite d'un vote du Conseil municipal, M. Lépine a pris une circulaire destinée dans son esprit à remédier aux projections de boue provoquées par les taxis.

Un cocher est fort en colère contre la circulaire de Lépine
On sait qu'à la suite d'un vote du Conseil municipal, M. Lépine a pris une circulaire destinée dans son esprit à remédier aux projections de boue provoquées par les taxis.

Un cocher est fort en colère contre la circulaire de Lépine
On sait qu'à la suite d'un vote du Conseil municipal, M. Lépine a pris une circulaire destinée dans son esprit à remédier aux projections de boue provoquées par les taxis.

Un cocher est fort en colère contre la circulaire de Lépine
On sait qu'à la suite d'un vote du Conseil municipal, M. Lépine a pris une circulaire destinée dans son esprit à remédier aux projections de boue provoquées par les taxis.

Un cocher est fort en colère contre la circulaire de Lépine
On sait qu'à la suite d'un vote du Conseil municipal, M. Lépine a pris une circulaire destinée dans son esprit à remédier aux projections de boue provoquées par les taxis.

Un cocher est fort en colère contre la circulaire de Lépine
On sait qu'à la suite d'un vote du Conseil municipal, M. Lépine a pris une circulaire destinée dans son esprit à remédier aux projections de boue provoquées par les taxis.